

l'heure, ce n'est pas sans hésitation que j'aborde la tâche qui m'incombe actuellement. Je ne voudrais rien dire qui soit de nature à compliquer les choses ni pour notre pays ni pour les Nations Unies qui doivent aujourd'hui faire face à d'énormes tâches.

Je reviens justement d'une tournée d'un mois dans le pays, tournée qui m'a permis de causer avec des gens de différentes parties du Canada. J'ai pu savoir ce qu'ils pensaient de la situation internationale et plus particulièrement des événements du Moyen-Orient. J'aimerais exposer brièvement leurs pensées. Tout d'abord lorsque vers le 1^{er} novembre les Canadiens ont su la gravité des événements au Moyen-Orient ils ont été atterrés et bouleversés. Quels n'étaient pas leur bouleversement et leur consternation en constatant qu'il serait nécessaire, dans une instance aussi grave, d'avoir à affirmer ses droits et à défendre ses propres intérêts par la force. Les Canadiens en général m'ont paru en proie à la confusion et à une profonde inquiétude.

Toutefois, à mesure que les jours passaient, la situation semblait se clarifier. Les motifs qui ont inspiré les diverses décisions sont devenus plus clairs et, par conséquent, aujourd'hui, la population canadienne a des sentiments un peu différents de ceux qu'elle éprouvait le 1^{er} novembre, même si elle envisage la crise actuelle comme la plus grave que le monde ait connue ces dernières années. Même si notre population est aux prises avec des problèmes intérieurs nombreux et pénibles qui réclament une solution prochaine, elle se préoccupe avant tout du problème du Moyen-Orient, du viol de la Hongrie et de la bestialité de la Russie, de la volte-face dont ce pays a fait preuve depuis quelques semaines. La population de toutes les régions du Canada s'attendait que le Parlement s'emploierait sans délai à adopter des mesures étudiées avec soin et propres à rétablir la paix au Moyen-Orient, à assurer à la population opprimée et persécutée de Hongrie l'aide dont elle a tant besoin et à tout mettre en œuvre pour atténuer les souffrances et les angoisses qui accablent tant de patriotes hongrois qui ont démontré que la liberté leur est plus chère que la vie même.

J'affirme que le monde a aujourd'hui les yeux tournés vers le Canada et notre Parlement. Pour cette raison, je crois que nos responsabilités en deviennent beaucoup plus lourdes. Notre nation étant celle qui a pris les devants en présentant aux Nations Unies la résolution tendant à créer une force internationale de police, les faits et gestes de notre Parlement sont observés avec un intérêt et une impatience beaucoup plus vifs qu'à l'ordinaire.

Dans les circonstances, monsieur l'Orateur, il me semble qu'il eût été préférable que le Parlement montre par ses actes, et non pas par des millions de mots dénués de sens, qu'il veut qu'on passe rapidement à l'action afin d'établir sur une base solide, pour des années à venir, la paix et la sécurité. Je pense que ce n'est pas le moment de faire de la politique. Les hommes d'État doivent réfléchir sérieusement et rechercher la vérité. A mon avis, nous devrions mettre de côté la politique de parti afin de trouver des bases communes d'entente pour prendre rapidement une décision dans l'intérêt de notre propre pays et de toute l'humanité.

Mes collègues et moi croyons fermement que la seule façon de régler cette situation confuse, dangereuse et compliquée est de rechercher sincèrement l'aide de Dieu, de lui demander de faire en sorte que le Parlement du Canada prenne les mesures qui conviennent et qu'il ait le courage de passer à l'action quand il aura trouvé la bonne solution. Je pense qu'il est temps plus que jamais de faire preuve non seulement de perspicacité et de compréhension mais aussi de foi et d'humilité. Par conséquent, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas l'intention, au cours de la présente session, de harceler ou de critiquer indûment ou encore de nous efforcer à trouver des choses à redire. Nous voulons critiquer lorsque c'est nécessaire dans l'intérêt du bon gouvernement et de la bonne administration, mais nous n'aurons certes pas recours à des manœuvres politiques au cours des présentes délibérations, car le moment ne convient pas.

On a critiqué le Gouvernement au sujet de la convocation du Parlement. Quelle est notre attitude à ce sujet? J'ai déclaré, il y a près de trois semaines, lorsque les événements au Moyen-Orient ont dégénéré en situation tendue et dangereuse, qu'à mon avis le Gouvernement devrait convoquer le Parlement aussi rapidement que possible, une fois qu'il saurait ce que les Nations Unies attendaient de nous. Je suis d'avis qu'il ne fallait pas engager nos forces à servir dans n'importe quelle partie du monde, ni les envoyer sur ce théâtre de guerre sans convoquer d'abord le Parlement ni obtenir l'approbation des représentants de la population. Quoi qu'il en soit, monsieur l'Orateur, je crois que le premier ministre a convoqué le Parlement assez tôt pour que nous puissions étudier soigneusement les demandes des Nations Unies et pour que nous puissions nous procurer tous les renseignements nécessaires à une décision concrète. Nous pouvons donner ou refuser notre approbation. A mon avis, on ne saurait blâmer le Gouvernement de n'avoir pas convoqué plus tôt le Parlement.

On peut cependant critiquer les décisions qu'il a prises jusqu'ici. Il ne serait pas sage,